



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service Prévention des Risques Techniques

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
à l'encontre de la société PURFER de respecter les prescriptions applicables pour
l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement située sur la
commune de Sorgues (84700)**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'article 4 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé qui dispose :

« [...] Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;*
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;*
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;*
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;*

-les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur. » ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'article 60 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose :

« [...] L'exploitant tient à jour les documents suivants : [...] - le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté [...] » ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui dispose :

« [...] L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; [...] » ;

- VU** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 autorisant les Établissements JEAN VALETTE ET FILS à exploiter un dépôt de ferrailles à Sorgues ;
- VU** l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 susvisé qui dispose :
- « Afin d'en interdire l'accès, le chantier sera entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de deux mètres. [...] » ;*
- VU** l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 susvisé qui dispose :
- « D'une manière générale, tous les emplacements où un écoulement accidentel de liquides, hydrocarbures, huiles, acides, etc. est à craindre, devront posséder un sol imperméable et en forme de cuvette de rétention. » ;*
- VU** l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 susvisé qui dispose :
- « Tous liquides accidentellement répandus sur ces emplacements, ainsi que les eaux pluviales et eaux de lavage souillées ou susceptibles de l'être, seront collectées et récupérées pour subir un traitement approprié.
Ils seront soit évacués selon les dispositions de l'article 8 soit rejetés conformément à l'article 5.3 suivant.
Les ouvrages de collecte seront entretenus de manière à conserver leur étanchéité. » ;*
- VU** l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 susvisé qui dispose :
- « Les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que leurs emplacements seront déterminés en accord avec les Services d'Incendie et de Secours.
L'établissement disposera d'extincteurs en nombre et capacité suffisants, répartis dans le chantier et adaptés aux risques à combattre » ;*
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2015 encadrant les activités de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT, quartier de la Malautière, route de Camsaud, à Sorgues (84700) ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 janvier 2019 renouvelant l'agrément de centre VHU exploité par la société GDE – Groupe ECORE sur son site industriel situé route de Camsaud à Sorgues (84700) pour la période du 11 janvier 2019 au 10 janvier 2025 ;

- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 avril 2023 autorisant la société PURFER, filiale du groupe DERICHEBOURG ENVIRONNEMENT, à reprendre l'exploitation des installations précédemment exploitées par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT, sur la commune de Sorgues (84700) ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 27 mai 2024 transmis à la société PURFER par courrier du même jour, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence d'observation de l'exploitant suite aux transmissions susmentionnées ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 15 avril 2024, l'Inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- l'état très dégradé du sol de la zone sud-ouest du site, utilisée pour les opérations de découpe au chalumeau ;
- des fissures marquées dans le sol au niveau de l'aire d'entreposage des véhicules hors d'usage en attente de dépollution ;
- les modalités de gestion des eaux pluviales ne sont pas connues ;
- l'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux de collecte des effluents ;
- l'aire de lavage nécessite un entretien, la grille de collecte des eaux de lavage située à l'angle est bouchée ;
- la présence de déchets dans le bassin au niveau de son extrémité ouest ;
- la présence d'eaux souillées dans les casiers de récupération des déchets métalliques situés contre la façade ouest du bâtiment sous auvent ;
- une descente de gouttière endommagée au niveau de l'angle sud-ouest du bâtiment ;
- le poteau incendie présent sur le site délivre un débit de 39 m³/h ;
- l'exploitant ne dispose pas d'un plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie ;
- l'exploitant n'a pas justifié que les moyens de lutte contre l'incendie, ainsi que leur emplacement sur le site, ont été déterminés en accord avec les services d'incendie et de secours ;
- la thématique étude des dangers d'incendie présente dans la demande d'autorisation de 1991 n'a fait l'objet d'aucune actualisation ;
- un défaut de clôture efficace à l'arrière de la zone d'entreposage des véhicules en attente de dépollution ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 3.1.1, 5.1, 5.2 et 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991, de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, de l'article 60 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisés ;

CONSIDÉRANT que ces manquements peuvent porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société PURFER de respecter les dispositions susvisées ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La société PURFER exploitant une installation de collecte, tri et transit de déchets dangereux et non-dangereux, de métaux ferreux et non ferreux, de traitement de déchets non dangereux et de dépollution de véhicules hors d'usage, sise quartier de la Malautière, route de Camsaud à Sorgues (84700), est mise en demeure de respecter les dispositions précisées ci-dessous, selon les délais associés, à compter de la notification du présent arrêté :

- **Article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 :**

| | |
|---|------------------------|
| en justifiant que le chantier est entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de deux mètres. | avant le 30/06/2024 |
|---|------------------------|

- **Article 5.1 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 :**

| | |
|---|------------------------|
| en fournissant un diagnostic de l'état des sols où un écoulement accidentel de liquides, hydrocarbures, huiles, acides, etc. est à craindre et de leur capacité à former rétention | avant le 30/06/2024 |
| en fournissant un plan d'actions de mise en conformité de la plateforme au regard du diagnostic réalisé de l'état et de la capacité de rétention des sols | avant le 31/08/2024 |
| en fournissant le bon de commande relatif aux travaux de réfection des sols | avant le 31/10/2024 |
| en procédant à la réfection des sols rendue nécessaire de façon à garantir son imperméabilité aux différents écoulements accidentels qui pourraient se produire et de façon à constituer une rétention permettant de contenir les écoulements dans l'enceinte du site | avant le 31/12/2024 |

Les éléments sont à fournir à l'Inspection des installations classées.

- **Article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 :**

| | |
|--|------------------------|
| en décrivant les modalités de gestion des eaux mises en place sur la plateforme de Sorgues, en justifiant que tous liquides accidentellement répandus, eaux pluviales et eaux de lavages souillées ou susceptibles de l'être, sont collectés et récupérés pour subir un traitement approprié et en justifiant que cette gestion permet, dans des conditions techniquement et économiquement acceptables, de limiter la production de déchets (eaux et boues hydrocarburées) à évacuer. | avant le 30/06/2024 |
| en procédant à un curage de l'aire de lavage, des casiers de récupération des déchets situés contre la façade ouest du bâtiment et en procédant plus globalement au curage de l'ensemble du réseau de collecte des effluents. | avant le 30/06/2024 |
| en procédant au nettoyage et à l'enlèvement des déchets présents dans le bassin situé contre la façade sud du bâtiment. | avant le 30/06/2024 |
| en apportant des éléments de justification de l'étanchéité du bassin. | avant le 30/06/2024 |
| en procédant à la réparation de la descente de gouttière endommagée située à l'angle sud-ouest du bâtiment. | avant le 30/06/2024 |

- **Article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 :**

| | |
|---|------------------------|
| en justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie, ainsi que leurs emplacements, ont été déterminés en accord avec les Services d'Incendie et de Secours. | avant le 31/12/2024 |
|---|------------------------|

- **Article 4 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 :**

| | |
|--|------------------------|
| en établissant un plan des réseaux de collecte des effluents | avant le 30/06/2024 |
|--|------------------------|

- **Article 60 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 :**

| | |
|---|------------------------|
| en établissant un plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie | avant le 30/06/2024 |
|---|------------------------|

• **Article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :**

| | |
|---|--------------------------------|
| <p>en justifiant que l'installation est dotée :</p> <p>d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).</p> <p>À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage.</p> | <p>avant le 30/06/2024</p> |
|---|--------------------------------|

ARTICLE 2

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté, dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

ARTICLE 4

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
3. Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois ;

ARTICLE 5

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de Sorgues, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le

02 JUL. 2024

Pour la préfète
La secrétaire générale
Sabine ROUSSELY